

# Un paraphe ici, un happening là...

**P**our fêter la fin de son feuilleton, le FLN nous promet, le 26 janvier, un happening de tous les diables. Succédant aux aroch, dans le tableau de chasse au pouvoir, il passera à son tour à la trappe des accords imparfaits et de la subordination comme moindre mal. Ici et là, ces petites capitulations sont essentiellement perçues comme des reculs tactiques, alors qu'elles sont annonciatrices de la fin d'une époque politique. À travers leurs exemples s'esquissent déjà à grands traits les modalités futures pour survivre au rouleau compresseur du nouvel ordre démocratique. Appellées à être pilotées à partir du sommet de l'Etat, les libertés publiques iront en s'amenuisant jusqu'à grignoter sur la marge étroite de la liberté d'expression et l'existence hypothétique et précaire des partis eux-mêmes. Rien ne sera plus comme avant... le 8 avril. C'est du moins la conclusion que tirent, du nouveau contexte, à la fois les apparatchiks du FLN et les délégués des aroch. Au nom du réalisme, les uns s'adaptent et négocient, quand les autres changent simplement leur fusil d'épaule et ne visent qu'à entrer dans les bonnes grâces des maîtres de l'Etat.

Retour sur la petite histoire de ces mutants du champ politique... Rêve d'un FLN omnipotent semblable par son autoritarisme à celui du parti-Etat ! Le coordinateur de la conjuration en caresse secrètement l'espoir sous son collier de barbe d'instituteur de medersa. Belkhadem qui cumule les compétences octroyées de premier diplomate et de gourou d'un parti, ne joue, dans la réalité, que les rôles de chargé de mission à la diplomatie — dont on sait qu'elle est le jardin exclusif du président de la République — on le compare volontiers à la plénipotentiaire d'ambassade que l'on a voulu surexposer aux feux de la rampe à des fins tactiques. Cependant, il en va autrement pour lui au sein de l'appareil du FLN. Bien qu'issus de cette famille poli-

tique, les militants demeurent divisés sur son leadership. Et s'ils obtiennent quand même à son autorité c'est qu'il est parachuté pour faire le ménage et qu'il n'y a pas lieu de le contester. En a-t-il tiré quelques dividendes personnels de cette double casquette ? Sans certitude établie, l'on peut croire qu'il fut meilleur dans la manœuvre partisane que dans la subtilité payante de la diplomatie. Aujourd'hui, grâce à sa patience et son habileté de vieux militant organique, il a su persuader une grande majorité de la base de la tenue d'un congrès. Qu'une grogne continue à faire des vagues, il a déjà convaincu le gros des troupes de cette urgence. En tout cas, il ne fait plus mystère de la nécessité d'aller vers le coup de force de la légitimité quitte à sacrifier quelques irréductibles compagnons de routes ayant agi sous la bannière du "redressement". N'étant pas dupe des ambitions qui animent la plupart d'entre eux, il a choisi par calcul froid de rejeter les solutions extrêmes de l'exclusion, afin d'apparaître comme le continuateur de la "mission" de ce parti. Celle à laquelle aurait failli la direction de Benflis, abusant et égarant du même coup une base désinformée.

Mais pour autant, il sait que tout n'ira pas pour le mieux au lendemain de ce congrès de la transition. Car même après avoir recollé ses morceaux, ce FLN-là ne sera pas forcément en meilleure santé politique grâce aux seules incantations d'une messe le 26 janvier.

En gardant en mémoire le fait que les divisions du passé ont d'autres raisons que les triviaux conflits personnels et qu'à la vérité Benflis n'a pas concoté à son seul usage le concept d'émancipation, voire qu'il avait de solides soutiens dans la base, l'amènera sans nul doute à occulter tous les débats de fond. Ainsi il ne sortira de ce congrès qu'une petite légitimité organique sans doctrine distinctive si ce n'est celle d'accompagner l'action de l'exécutif.

Assurément, une telle indigence ne fera pas de lui un grand parti, au mieux elle lui rendra la fonction de premier tambour que lui chipote le RND. Sans vitalité doctrinale, il sera appelé à vivre sous perfusion dans une sorte de prédation politicienne. La révolution qu'il se propose d'accomplir dans ce parti ne sera, d'ores et déjà, qu'une "révolution copernicienne". C'est-à-dire un tour complet sur soi-même pour retrouver le chemin de la "maison d'obéissance" comme l'ordonnait avant lui un autre secrétaire général du FLN en 1999. En d'autres termes, le clonage du FLN à partir des gènes du parti unique ne sera qu'une illusion d'alternatives. Redevenant un appareil électoral dont l'ambition cardinale consistera à s'imposer comme premier satellite gravitant autour des exécutifs, il lui importera peu en compagnie de qui partagera le lit des majorités gouvernementales. N'étant pas à un paradoxe près, le FLN s'apprête à sacrifier son principe de force de proposition auquel il aspirait, pour ne devenir qu'un relais à l'image de la praxis en vigueur chez le RND et qui lui sert déjà de modèle !

L'ironie de la situation créée par les règlements de compte autour des présidentielles, c'est qu'ils ont épargné le clocher d'Ouyahia et en ont fait du même coup celui qui "résonne" juste aux oreilles du sommet de l'Etat. De Benflis à Belkhadem, le FLN a changé de mode d'emploi. Il est repassé d'une fraîcheur de discours vivants à la mortifère langue de bois. Ailleurs du côté du mouvement citoyen, la perspective a, paraît-il, également changé.

Et c'est aux aroch que l'on doit de comprendre qu'il y a un temps pour tout. Un temps pour les intempestives manifestations et un autre pour le pragmatisme calculateur. Au-delà de la brève morosité consécutive aux retombées d'une élection qu'ils ont combattue, ils se seraient mis à plancher sur les bilans de trois longues années d'affrontement. La conclusion à laquelle

ils aboutissent consiste à admettre que toute négociation est au bout du compte préférable aux impasses adossées aux principes. Le réalisme auquel s'est converti ce porte-étendard de toutes les jacqueries citoyennes semble par ailleurs étonner, décevoir et inquiéter plus d'un parmi les animateurs de la société civile. Les euphémismes qualifiant le récent accord sont de leur côté l'expression d'un gêne et d'un reproche caché devant le bradage d'une cause, au seul motif qu'une organisation déjà évanescence se devait au moins de récupérer de substantielles garanties par la négociation. "Vague", selon un commentateur "non dits", selon un autre : le halo qui enveloppe la déclaration commune, ajoute aux doutes. Alors qu'il est clair qu'elle scelle entre autres un tournant définitif à l'initiative du pouvoir. A tort ou à raison, la délégation qui en a accepté l'augure est convaincue que de nouveaux rapports sont en train de s'instaurer progressivement et s'imposeront à tous, notamment aux mouvements identiques à leur. Les suspensions quasi injurieuses qui les accablent sont-ils des arguments qui tiennent la route ? A la référence doctrinale qu'un combat ne se gagne qu'à travers une perpétuelle tension, eux ont estimé que cet idéalisme de maximaliste est devenu, à l'épreuve de l'usure et de l'environnement politique, contre-productif. Et ce qu'il y avait de mieux à faire était de passer par pertes et profits certaines des exigences du passé. Ainsi, au nom du réalisme tactique et parce qu'ils auraient pris la véritable mesure de l'échec global de la société qu'ils estimèrent utile de répondre à une invitation.

En somme, ceux parmi les délégués des aroch qui ont paraphé le texte sont convaincus que le temps des accords parfaits n'est sans doute pas proche. Mais que celui du délitement d'un mouvement est déjà à la porte. Mais avaient-ils, en conscience, l'obligation de pas-



Par Boubekeur Hamidechi

ser des accords sans un large consensus ? C'est bien là le reproche qui leur est fait sans toutefois qu'ils puissent plaider de leur bonne foi et éviter les accusations injurieuses de faire le double jeu du pouvoir. La normalisation est donc en route. Celle qui vise à standardiser la totalité de l'espace social en fixant les règles et les lignes rouges. Aussi bien la société politique que les mouvements associatifs seront appelés à se couler dans les moules officiels. C'est-à-dire à rentrer dans le rang. Autant écrire, intégrer l'ordre, à l'image du vieux parti du FLN, qui retrouve le chemin des "ordres" au sens mystique du terme. Celui qui lui enseigne à défendre la religion des pouvoirs en place sans manifester de doute.

Ce que l'on attend du FLN et des aroch est évidemment différent. Au parti, il lui est demandé de dénoncer une certaine "apostasie" idéologique et de retourner dans le giron du pouvoir, alors qu'au mouvement de Kabylie, on lui suggère de renoncer aux combats douteux en contrepartie d'indemnités matérielles. Dans les deux cas, les propositions ressemblent déjà à des injonctions. C'est tout dire.

B. H.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoiralgerie.com>  
E-mail : [info@lesoiralgerie.com](mailto:info@lesoiralgerie.com)

## PELERINS PARTANT DE FRANCE

# Ce n'est pas l'Eden, loin s'en faut

20 400 hadjis, dont 8 000 de nationalité française, sont partis de France vers l'Arabie Saoudite, cette année, pour accomplir le pèlerinage.

Selon Sésame Info, qui livre ces chiffres et évoque les conditions de voyage et de séjour, la population de pèlerins, historiquement d'âge avancé, est de plus en plus jeune et beaucoup de pèlerins sont toujours aussi peu satisfaits des conditions de voyage et de séjour.

Les voyages et séjour, pour le hadj sont organisés en France, et conformément à la loi dans ce domaine, par des agences de voyages ou des associations.

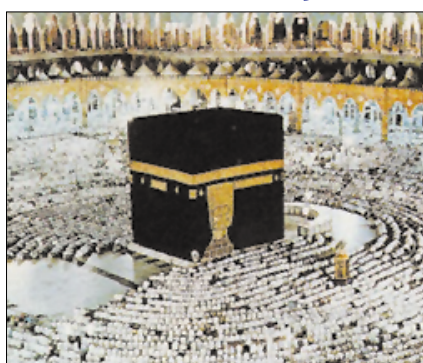
Des imams rabatteurs, y apprend-on, sillonnent, tracts en mains, mosquées et marchés pour attirer les candidats, et ce, dès la fin du mois de Ramadhan. L'Arabie Saoudite, comme on le sait,

ayant un système de quotas avec les pays musulmans (proportionnel à la population concernée) et avec les USA et la Grande-Bretagne, les pèlerins de ces pays sont encadrés par une mission officielle, alors que ceux qui partent de France sont considérés comme en voyage particulier et laissés aux bons soins "d'imams rabatteurs".

C'est précisément cette absence d'encadrement et de contrôle qui permet de nombreux abus venant essentiellement d'agences de voyages créées pour assurer essentiellement ces voyages et dont le seul souci est le chiffre d'affaires, faisant fi de tous leurs engagements avec leurs clients.

Ainsi, les agences, pour remplir les vols, prévoient de nombreuses escales avant d'arriver à destination.

Les annulations de départ



par manque de délivrance à temps des visas sont légion ; des contrats de dernière minute sont passés avec les transporteurs pour bénéficier des prix de voyage les plus bas ; les logements mis à disposition n'ont aucun lien

en termes de qualité et de confort avec ceux promis ; les imams sont recrutés sur place à bas prix (souvent des étudiants revenant moins cher que ceux qui pourraient être recrutés sur place en France)...

Autant de désagréments auxquels font face les hadjis de France, en dehors des hadjis turcs qui bénéficient d'une organisation dite exemplaire et prise en charge par le Comité de coordination des musulmans turcs de France (COMF).

C'est justement pour répondre à la grogne des pèlerins ou des candidats pèlerins face à ces organisateurs du hadj et tenter d'améliorer les conditions de pèlerinage, que la commission de pèlerinage du Conseil français du culte musulman (CFCM) a proposé la mise en place d'une mission officielle (comme celle existant dans les pays musulmans) et qui aurait pour tâche d'assurer la coordination dans toutes les opérations de délivrance de visas, de créer un site Internet de suivi des opérations, de mettre en place un

De notre bureau de Paris, K. Baba-Ahmed

numéro vert pour toute information sur le hadj, de désigner un personnel d'encadrement (imams, médecins, infirmiers), de défendre les pèlerins victimes de voyagistes et enfin mettre en place trois bureaux à La Mecque, Médine et Djeddah. Il faut enfin savoir que si la France a, depuis peu, deux fonctionnaires des AE, détachés sur place durant le hadj, ces derniers ne peuvent cependant intervenir dans les conflits entre particuliers et vis-à-vis des autorités saoudiennes, leur rôle étant confiné aux seules difficultés administratives, en cas de perte de papiers ou de rapatriement, par exemple, et pour les seuls citoyens français.

K. B. -A.